

LA TRANSPARENCE À L'ÉCHELLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Garantir une meilleure utilisation des ressources

Les collectivités locales représentent le démembrement de l'État. Elles sont le cadre idéal de l'exercice de la démocratie locale et participative et le fer de lance de la politique de décentralisation. Mais quand l'intégrité dans la gestion des collectivités locales fait défaut, cela donne lieu à la prolifération de la corruption dont sont énumérés ici les domaines et les secteurs les plus exposés : les marchés publics, le foncier et l'immobilier, les infrastructures de base, etc. La gestion transparente des collectivités locales nécessite l'implication des citoyens. Le système démocratique s'exerce notamment à l'échelle de la commune et garantit une bonne utilisation des ressources et une gestion transparente des biens publics.

Ce cadre de base est le lieu idéal pour développer des coalitions locales de lutte contre la corruption, coalitions qui regroupent la société civile, le secteur privé et le secteur public. L'objectif premier de ces coalitions est de construire un système local d'intégrité.

La démocratisation locale et la décentralisation effective constituent des éléments constitutifs indissociables d'une gestion transparente des collectivités locales. Ces dernières se situent dans un rapport de proximité avec la population, connaissent en général mieux ses besoins et sont plus à même d'y répondre.

Elles sont dans une situation privilégiée pour mobiliser les communautés pour les actions de développement local et promouvoir leur participation à la gestion des affaires publiques. Le rapport de proximité que doivent entretenir les citoyens avec les institutions

locales est un atout décisif pour promouvoir la transparence et l'intégrité de la gestion locale. Les bénéficiaires que les collectivités locales peuvent tirer d'un tel type de gestion sont nombreux. En rétablissant la confiance des investisseurs par une gestion démocratique, participative et intégrée, elles augmentent leurs capacités d'attirer les ressources nécessaires au développement local.

Susciter l'engagement des jeunes dans la vie publique

Une gestion saine et démocratique des affaires publiques locales peut aussi permettre l'émergence de nouvelles élites et susciter l'engagement des jeunes dans la vie publique. Le mouvement de démocratisation locale et la participation des citoyens à la vie publique locale constituent les bases essentielles d'un mode de gestion intégrée des

collectivités locales. La décentralisation comporte, cependant, un certain nombre de risques et il est important de considérer les secteurs où les phénomènes de corruption peuvent se développer au sein des collectivités locales afin d'établir de manière réaliste les bases d'un système de gestion efficace, intègre et démocratique. Le phénomène d'urbanisation rapide et l'évolution des besoins des populations urbaines qui en découle exigent un mode de gestion transparent et rigoureux.

Au niveau rural, la pénurie d'infrastructures et les besoins énormes des populations locales mettent en évidence le rôle essentiel que doivent jouer les collectivités dans le développement rural.

Il est largement reconnu qu'une gestion efficace des collectivités locales nécessite de promouvoir la participation de la société civile et la transparence dans le processus de prise de décisions. Pour la plupart des citoyens, le contact avec l'administration locale représente la toute première expérience des services publics. La participation des citoyens au système démocratique se fait de plus en plus à l'échelle de la commune.

Adopter une approche participative pour lutter contre la corruption

Un citoyen faisant usage de son droit de vote lors des élections municipales est théoriquement en mesure d'exercer une influence sur la gestion de la communauté. Les décisions et les prestations de services en matière de planification urbaine, d'entretien du réseau routier, de construction d'écoles et d'autres services

publics sont souvent du ressort de l'administration locale. Cette dernière est beaucoup plus proche des réalités quotidiennes des citoyens que le gouvernement, car ses décisions ont un impact direct sur les domaines de la santé, du logement, de l'éducation, du traitement des ordures ménagères, de l'assainissement et de l'environnement.

Les experts recommandent aussi d'adopter une approche participative pour lutter efficacement contre la corruption et s'éloigner progressivement des démarches de réformes plus traditionnelles, qui avaient tendance à imposer le changement du haut vers le bas.

Cette prise de conscience grandissante de l'efficacité des démarches participatives tend à faire des collectivités locales un domaine de prédilection de la lutte contre la corruption. Les populations locales sont les premières touchées par les conséquences dévastatrices de la corruption et sont, de ce fait, motivées et mobilisables pour constituer des coalitions réunies autour d'un objectif commun.

Promouvoir la formation de coalitions

Une gestion transparente, saine et efficace des collectivités locales est essentielle pour améliorer les conditions de vie des populations et consolider leur confiance vis-à-vis de leurs élus. La lutte contre la corruption s'avère à ce titre indispensable pour promouvoir la transparence dans la gestion des affaires publiques locales.

L'offre d'un grand nombre de services au niveau des collectivités locales nécessite une coopération étroite avec le sec-

teur privé. Cette interaction entre les secteurs public et privé comporte le risque de voir les intérêts de ce dernier interférer sur les considérations d'intérêt général et avoir des répercussions négatives sur le processus de prise de décisions.

La meilleure stratégie pour contenir la corruption consiste à promouvoir la formation de coalitions avec les représentants des différents secteurs de la société (secteur privé, public et société civile) sur la base de partenariats développés dans le cadre d'actions concrètes contre la corruption.

La formation de partenariats et la mobilisation des citoyens nécessitent l'engagement et la volonté des élus et responsables des collectivités locales pour promouvoir une gestion démocratique des affaires locales. Cette démarche pré-suppose l'adoption d'un certain nombre de principes comme base du fonctionnement de la collectivité locale : la transparence dans le domaine de l'attribution des marchés publics ; le respect d'une concurrence loyale ; le libre accès à l'information, aux critères et mécanismes de prise de décision ; la transparence dans le recrutement des employés et la participation de la société civile qui joue un rôle actif à tous les niveaux.

Depuis quelques années, dans plusieurs régions d'Algérie, des milliers de citoyens s'impliquent de mille manières dans la gestion des affaires de leur commune : ces diverses expériences commencent à donner des résultats, et de plus en plus d'élus sont mis sous surveillance de la société civile attachée à la lutte contre la corruption.

Djilali Hadjadj

CONSTRUIRE DES ÎLOTS D'INTÉGRITÉ

Engager les collectivités locales sur la voie d'une gestion transparente et efficace suppose une prise de conscience préalable de la nécessité des réformes et de leur mise en œuvre. Le message doit rester concret et l'analyse des phénomènes de la corruption ne devrait pas se limiter à l'aspect éthique du problème. Les autorités locales qui ont la volonté de lutter contre la corruption doivent disposer d'études mentionnant les bénéficiaires des actes de corruption et identifiant les causes et les conséquences qui en découlent pour les employés des services publics et les citoyens. Dans le cas d'institutions en pleine déliquescence, la découverte de telles pratiques peut amener les acteurs concernés de la société civile à se pencher sur le problème, en organisant des rencontres ou des ateliers avec les employés communaux et toutes les parties susceptibles de contribuer à la lutte contre la corruption.

À l'image d'une grande entreprise, les collectivités locales peuvent disposer d'un système d'intégrité.

Les étapes suivantes peu-

vent être envisagées pour le mettre en place :

- réalisation d'un diagnostic de la situation locale faisant ressortir les points forts et les points faibles de la gestion locale (organisation d'ateliers d'intégrité, production de références, réalisation d'études et d'audits...);

- création de comités de quartiers et d'éthique ;
- sensibilisation et mobilisation des parties concernées (par la dissémination des résultats du diagnostic par exemple) ;
- création d'un forum pouvant servir de cadre de développement de partenariats et de programmes d'action ;
- suggestion ou mise en place de la déclaration du patrimoine et des revenus des élus ;
- élaboration d'un code d'éthique des élus ;
- réalisation d'un manuel de référence sur le système d'intégrité au niveau local.

L'ensemble de ces propositions peut contribuer à faire évoluer la gestion locale dans le sens de la transparence et à poser les premiers jalons d'un système local d'intégrité.

D. H.

De multiples contraintes à lever

En Algérie, les collectivités locales sont très souvent confrontées à toute une série de contraintes qu'il convient de prendre en compte pour promouvoir une gestion locale transparente et efficace.

Parmi ces contraintes, on peut citer :

- l'absence, dans la majorité des cas, d'éléments libres et transparentes ;
- la forte tutelle du pouvoir central et administratif exercée sur les collectivités locales, ainsi qu'une décentralisation inefficace ;
- le manque de ressources humaines et financières ;

- le manque de compétences et de gestionnaires dans l'administration ;
- le taux important d'analphabétisme parmi les élus ;
- la faible participation de la société civile aux affaires locales ;
- la méconnaissance par les citoyens de leurs droits et devoirs ;
- la dépendance, dans certains cas, de l'expertise étrangère ;
- les nombreux obstacles qui rendent l'accès à l'information difficile, sinon impossible.

D. H.